



Adoption de la loi de finances

Encadrement des délais

Dépôt du projet de loi

Régime ordinaire

Le PLF, ensemble le rapport économique, social et financier et les bleus budgétaires (documents fournissant des détails sur les crédits commandés par le Gouvernement), doivent être déposés au Parlement le 1er mardi d'octobre au plus tard.

Régime d'urgence

Les projets de loi partiels :

Il s'agit pour le gouvernement de demander, avant le 11 décembre, l'adoption de la première partie de la LF.

La seconde partie est dans ce cas adoptée après le 1er janvier de l'exercice régi par la LF en question.

OU

Les projets de loi spéciale :

Il s'agit pour le gouvernement de demander, avant le 19 décembre, un projet de loi spéciale autorisant la seule perception des impôts existants jusqu'au vote de la LF.



Adoption du projet de loi



Délai global

Le Parlement dispose d'un délai global de 70 jours pour voter définitivement la LF.

Lorsque ce délai a été méconnu, le Gouvernement a la possibilité de mettre en œuvre les dispositions du PLF par voie d'ordonnance.



Délais particuliers

Accord entre les chambres:

Délai de 40 jours accordé à l'Assemblée nationale pour se prononcer « en première lecture ».

Délai de 15 jours accordé au Sénat pour se prononcer « en première lecture », lorsque le texte n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale et de 20 jours, lorsque cette dernière s'est prononcée sur le projet.

Lorsque le texte est adopté par le Sénat dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le texte est définitivement adopté.



Établissement par la Commission mixte paritaire d'un texte de compromis

Soit le texte de compromis est adopté par les deux chambres : dans ce cas la loi de finances est votée.

Soit le texte de compromis est rejeté par au moins l'une des chambres : le Gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de voter la loi de finances en nouvelle lecture. Dans ce cas, le contenu de la LF correspond : soit au texte de la CMP, soit au dernier texte voté par l'Assemblée nationale, soit au dernier texte voté par l'Assemblée nationale avec modifications apportées par le Sénat.

1

Désaccord entre les chambres:

Articles 45 et 47 de la Constitution, « la procédure accélérée » est applicable.

Non-établissement par la CMP d'un texte de compromis

Dans ce cas, les deux chambres sont saisies en « nouvelle lecture ».

À l'issue de ces nouvelles lectures, le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de statuer définitivement sur le dernier texte adopté par elle, éventuellement modifié par des amendements sénatoriaux.

2



Encadrement des discussions



CADRE IMPOSÉ

La commission des finances

Lorsque le PLF est transmis à l'une des chambres en première lecture, le projet est d'abord étudié par la commission des finances qui est constituée auprès de chaque chambre.

Composée selon les cas de députés ou de sénateurs, la Commission dispose d'importants moyens pour instruire le projet : questionnaires au gouvernement, investigations sur pièces et sur place...

Un rapporteur général désigné par la commission est chargé d'élaborer sur cette base un "rapport général".

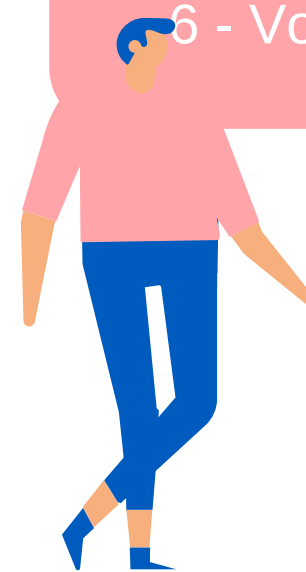
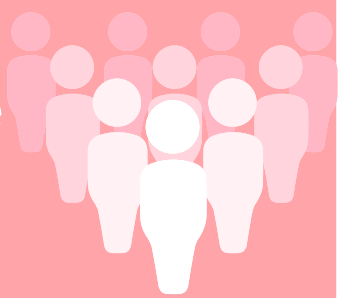
Le rapport général expose, pour chaque mesure, l'état du droit antérieur, les dispositions proposées par le PLF, et l'avis de la commission sur ces dispositions

La commission propose généralement divers amendements souvent repris par les parlementaires à l'occasion de la « discussion en séance publique ».

Les débats en séance publique

Six étapes

- 1 - La discussion générale
- 2 - Vote sur l'article liminaire
- 3 - Discussion sur les autres articles de la première partie
- 4 - Vote de la première partie
- 5 - Discussion sur la seconde partie
- 6 - Vote sur l'ensemble du PLF



POUVOIR LIMITÉ

Limitation du pouvoir d'amendement

L'interdiction de la diminution des « ressources publiques »

Tout amendement qui réduirait les ressources publiques, considérées dans leur ensemble, est irrecevable.

La diminution est appréciée par rapport au seuil le plus favorable qui résulte soit du droit en vigueur, soit du projet de loi.

L'interdiction de créer ou d'aggraver « une charge publique »

La création ou l'aggravation s'apprécie charge par charge.

Il en résulte qu'une charge ne peut être aggravée, même si cette diminution est compensée par la diminution d'une autre charge ou par l'augmentation des ressources publiques (Cons. const., 28 déc. 1985).

Pour le reste, la création ou l'aggravation doit être appréciée au seuil le plus favorable qui résulte soit du droit existant, soit du PLF.





Limitation du pouvoir de vote



Le vote bloqué

Aussi bien devant l'Assemblée nationale que devant le Sénat, le Gouvernement peut demander à ce que tout ou partie du PLF fasse l'objet d'un seul et unique vote d'ensemble, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement (art. 44 C°).

Le Gouvernement ne met pas en jeu sa responsabilité à cette occasion.

La mise en oeuvre de l'article 49 al. 3 de la Constitution

Après en avoir informé l'Assemblée, les députés disposent d'un délai de 24h pour déposer une motion de censure qui doit être votée dans les 48h suivant le dépôt.

Si cette motion est adoptée, le Gouvernement est renversé et le texte est réputé avoir été rejeté.

Dans le cas inverse, le texte, même s'il n'a jamais été débattu, est réputé adopté par l'Assemblée nationale. Les débats se poursuivent alors au Sénat.

